Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec

Rapport Parent (1963)

“La société d’aujourd’hui et l’enseignement.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

“La société d'aujourd'hui et l'enseignement” (1963). Un texte publié dans École et société au Québec. Éléments d'une sociologie de l'éducation. Tome 2, pp. 461-478. Textes choisis et présentés par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher. Montréal: Éditions Hurtubise HMH ltée, 1975, 494 pp. Nouvelle édition revue et augmentée.

[*Ce texte est extrait du* Rapport Parent. Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Première partie ou tome I : Les structures supérieures du système scolaire, chapitre IV, pp. 63-80. Québec : Éditeur du Québec, 2e édition, 1965, 140 pp.]

Avec l'autorisation formelle de l'éditeur du Gouvernement du Québec, Les Publications du Québec, accordée le 3 mars 2004.

Mme Cynthia Lachance, Gestion des droits d'auteur,
Les Publications du Québec
Courriel : cynthia.lachance@mrci.gouv.qc.ca
Site Web : <http://publicationsduquebec.gouv.qc.ca/home.php>

Polices de caractères utilisée : Times, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 1^{er} novembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

- I. [Explosion scolaire](#)
- II. [Révolution scientifique et technologique](#)
- III. [Transformation des conditions de vie](#)
- IV. [Évolution des idées](#)
- V. [Société moderne et enseignement](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de l'enseignement n'ont peut-être jamais occupé une place aussi importante dans l'opinion publique. Dans les pays sous-développés ou en voie de développement, on cherche par tous les moyens à organiser l'enseignement de base pour toute la population et à assurer au moins à une élite un enseignement supérieur. Dans les pays industrialisés, on repense l'enseignement en fonction des besoins nouveaux, on remet en question les programmes et les structures administratives et pédagogiques, on tente des expériences, on cherche des voies nouvelles. Partout on a compris que la société d'aujourd'hui, et plus encore celle de demain, posent à l'enseignement des exigences sans précédent. Pour que la civilisation moderne progresse, ce qui est pour elle une condition de survie, il est devenu nécessaire que tous les citoyens sans exception reçoivent une instruction convenable et que le grand nombre bénéficie d'un enseignement avancé. On peut donc dire que la crise de l'enseignement s'inscrit dans le cadre d'une vaste crise de civilisation. C'est un monde nouveau en voie d'élaboration qui se cherche lui-même à travers les réformes scolaires proposées de toutes parts. Dans ce monde, quatre grands ordres de problèmes se posent à l'enseignement: une véritable explosion scolaire, la révolution scientifique et technologique présentement en cours, de profondes transformations dans les conditions de vie et une évolution rapide des idées. C'est ce que fera voir ce chapitre, qui montrera en terminant comment l'enseignement d'aujourd'hui tente de relever le défi.

I

Explosion scolaire

[Retour à la table des matières](#)

Le cri d'alarme s'est fait entendre, il y a peu d'années, devant la montée des problèmes: énorme vague d'étudiants à l'assaut des écoles, collèges et universités; insuffisance manifeste de bâtiments, laboratoires, bibliothèques et personnel enseignant; besoins urgents d'agrandir, de construire; nécessité de recruter, importer et former des enseignants. Cette « explosion scolaire », bien peu de pays s'y étaient préparés par des plans d'ensemble sûrs et efficaces. Partout on doit maintenant recourir à des moyens de fortune: on improvise des locaux, on recrute à la hâte du personnel mal préparé, on pousse les instituteurs des classes élémentaires vers les classes secondaires, on comble les postes administratifs - direction des études ou des institutions - en enlevant à l'enseignement d'excellents professeurs. Le risque est grand, dans cette situation, de sacrifier et les étudiants et le niveau des études, d'épuiser le personnel enseignant, d'aboutir à toutes sortes d'injustices et d'incohérences. Dans le Québec seulement, le nombre d'étudiants réguliers a doublé en quinze ans, passant de 660,000 en 1945 à 1,350,000 en 1962. Les problèmes que cela pose sont multiples ¹.

La première cause de cette augmentation des effectifs scolaires est la poussée démographique résultant du taux élevé des mariages et des naissances qui a accompagné et suivi la dernière guerre mondiale; les démographes avaient prévu cette hausse, mais n'avaient pu s'imaginer qu'elle se maintiendrait aussi longtemps. Ainsi, dans le Québec, le taux de natalité a atteint son niveau le plus élevé en 1947, 31.1 naissances pour 1000 habitants; progressivement abaissé ensuite, il conserve encore un niveau moyen assez élevé : 30.0 pour 1000 de 1951 à 1955 et 28.7 pour 1000 de 1956 à 1960. On prévoit que ce taux continuera à baisser. Mais en chiffres absolus le nombre des naissances ira en augmentant au cours des vingt prochaines années : on prévoit

¹ Les données et prévisions démographiques utilisées dans ce chapitre sont empruntées en majeure partie à l'étude faite pour notre Commission par deux démographes, MM. Jacques Henripin, de l'Université de Montréal, et Yves Martin, de l'Université Laval.

qu'il passera de 138,000 pour l'année 1960, à environ 175,000 en 1970 et 220,000 en 1980. C'est pourquoi la poussée démographique exercera une pression sur les écoles durant encore quinze ou vingt ans. Un deuxième facteur, l'immigration, a contribué à l'augmentation des populations. La province de Québec a reçu 400,000 immigrants depuis 1945. Les effets immédiats ou lointains de cet influx ne sont pas uniquement d'ordre démographique; l'adaptation et l'intégration de ces Néo-Canadiens a exigé, surtout à Montréal, la spécialisation de classes et parfois d'écoles entières.

À la natalité plus élevée et à l'immigration sont venus s'ajouter le désir et le besoin, chez les parents et les écoliers, d'une scolarité plus longue. Ce facteur entraîne un accroissement de population scolaire au niveau secondaire. Les jeunes de 13 à 16 ans fréquentaient les classes secondaires et techniques dans la proportion de 44% en 1954-55; aujourd'hui cette proportion est passée à 65%. Les effectifs ont doublé en six ans, passant de 130,000 à 262,000; jamais on n'avait dû faire face à une aussi forte augmentation en si peu de temps. Diverses causes y ont contribué, jouant toutes à la fois : la scolarité obligatoire, les mesures pour abaisser le coût des études ou les rendre gratuites, l'élévation du niveau de vie qui a permis aux familles de laisser les enfants à l'école. D'autre part, la récession économique a gardé dans les écoles des jeunes gens incapables de trouver un emploi. Ajoutons que l'opinion se répand de plus en plus qu'une bonne instruction permet de mieux gagner sa vie dans la société technologique actuelle; des jeunes gens et des adultes reviennent même aux études après s'être rendu compte, dans leur emploi, qu'ils n'étaient pas assez qualifiés. Les prévisions n'avaient pas tenu compte de ces divers facteurs. La vague scolaire atteint aujourd'hui l'université, dont la population s'est accrue d'environ 7% par année au cours des cinq dernières années.

Dans le Québec, comme dans tous les pays, la proportion de la population de 5 à 24 ans dans les écoles continuera d'augmenter; de 64% aujourd'hui, on prévoit qu'elle pourrait atteindre 78% en 1981. Ce qui signifie que la population scolaire doublera ou presque d'ici 1981. Au niveau universitaire, en donnant à ce terme un sens restrictif, on prévoit que les effectifs auront doublé en 1971 et triplé en 1981². Ces chiffres indiquent l'absolue nécessité d'une planification rationnelle pour faire face à la situation. Le système d'enseignement de la province doit, comme celui des autres pays, évaluer suffisamment à l'avance les besoins futurs et se préparer immédiatement à y répondre. Il faut mettre en place des organismes chargés de prévoir et de planifier, et des structures administratives efficaces pour exécuter les décisions.

² Si on définit l'université à la manière anglo-saxonne, en y incluant l'enseignement sous-gradué, les effectifs étudiants pourraient tripler d'ici 1970-71. (Cf. Edward F. Sheffield, dans *Inscriptions aux universités et collèges canadiens jusqu'en 1970-71*. Publication de la Fondation des universités canadiennes. Ottawa, 1961.)

II

Révolution scientifique et technologique

[Retour à la table des matières](#)

Durant les cent dernières années, la science a accompli plus de progrès qu'au cours des mille années précédentes. La connaissance humaine a fait des bonds prodigieux dans tous les secteurs, biologie, physique, sciences de l'homme, sciences de la nature, mathématiques pures ou sciences appliquées. La pensée scientifique s'est transformée et se transforme à un rythme accéléré; laboratoires et centres de recherche rivalisent et collaborent. On prétend - bien que cela soit difficile à démontrer - que la somme des connaissances double à chaque décennie. Celui qui parcourt les revues scientifiques dans une bibliothèque universitaire peut constater la multiplicité des travaux de recherche qui s'accomplissent dans chacune des sciences au cours d'une seule année. Les découvertes se concrétisent dans des innovations techniques utilisables dans l'industrie, le commerce ou la vie de tous les jours. L'ère technologique où nous entrons va étendre plus loin et plus profondément cet empire de la technique et de la science sur la vie individuelle et la vie sociale. La civilisation moderne s'engage dans une évolution sans commune mesure avec ce qu'on a pu connaître jusqu'ici.

Pour constater l'impact de ces transformations sur la société et sur l'enseignement, on doit les replacer dans le cadre de l'évolution économique et technique de la province de Québec. Il y a cent ans, peu avant la Confédération, l'économie de la province était agricole et artisanale; l'agriculture employait 50% de la population active et la petite entreprise industrielle, 20%; le reste de la main-d'œuvre se dispersait dans les emplois commerciaux et domestiques, les professions libérales et quelques autres occupations. La liste des établissements industriels de l'époque est intéressante à parcourir; ceux qui emploient le plus de gens sont les scieries, puis les cordonneries, les forges, les ateliers de confection, la charpenterie et la menuiserie, les chantiers maritimes. Il s'agit là de « manufactures » au sens propre, c'est-à-dire d'ateliers où l'on travaille à la main, avec l'aide de quelques machines rudimentaires, mais surtout avec l'outil; les anciens métiers artisanaux s'y allient aux premières formes de l'activité industrielle; le produit ouvré dépend davantage de la perfection du travail manuel de l'individu que de l'organisation du travail pour une masse d'employés. L'instruction n'était pas nécessaire dans ces

métiers; il y fallait de la force physique, de la dextérité, un certain entraînement acquis durant l'apprentissage auprès des artisans. L'économie, à cette étape technologique, pouvait facilement utiliser une population peu instruite ou illettrée. Le recensement de 1871 nous apprend que, dans le Québec, 40% des hommes de plus de vingt ans ne savaient ni lire ni écrire. La structure économique du temps n'en exigeait pas davantage; mais ce faible niveau d'instruction a pu retarder l'évolution subséquente de la province.

Les deux guerres mondiales ont déclenché ou accéléré, dans le Québec, des développements industriels, des progrès scientifiques et techniques, des brassages de populations et d'idées; l'industrialisation, amorcée à la fin du XIXe siècle, s'est accentuée et diversifiée; le développement des moyens de transport et de l'énergie hydroélectrique a accompagné celui de diverses industries: textiles, pâtes et papier, aluminium, produits chimiques. Les emplois ont augmenté, se sont différenciés : le métier traditionnel, où l'artisan confectionnait à lui seul un objet fini, a éclaté, pour aboutir au travail en miettes, à la chaîne, en série. Le métier complet s'est fragmenté en tâches partielles. D'autre part, l'agriculture occupe aujourd'hui moins de 15% de la population active. Le chiffre absolu de la population agricole baisse également, la mécanisation des fermes ayant accru la productivité et libéré une partie de la main-d'œuvre. Depuis 75 ans, la révolution industrielle a multiplié les emplois et endigué l'émigration vers les États-Unis qui avait résulté, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, de l'engorgement des campagnes. Aujourd'hui, sur quatre fils de cultivateurs, un seul reste à la ferme, les autres s'en vont vers les industries et vers la ville.

Les tâches fractionnées du travail à la chaîne n'exigeant pas d'autre formation qu'un bref apprentissage de quelques heures, l'industrie, au stade de la production en série, a pu utiliser en abondance et à bon marché les travailleurs peu instruits ou peu spécialisés. Mais le progrès industriel change ces conditions. La mécanisation croissante et récemment l'automatisation de l'usine exigent un personnel qualifié et instruit. La machine, qui a d'abord fractionné l'ancien métier en multiples tâches, regroupe aujourd'hui et perfectionne ces tâches, et refait de façon différente l'unité des métiers traditionnels. Cette réunification réclame du travailleur une autre sorte de formation, non plus manuelle mais intellectuelle : il lui faut connaître l'opération en cours, les facteurs en jeu, les possibilités et les limites de la machine qu'il dirige, surveille ou contrôle. L'ouvrier, qui avait succédé à l'artisan, cède maintenant la place au technicien. Pour former un technicien, l'apprentissage de quelques heures ne suffit pas; une éducation générale assez poussée est nécessaire à la base. C'est pourquoi les exigences d'admission aux écoles de métiers et aux instituts de technologie s'élèvent progressivement. La récente récession, durant l'hiver de 1961, a réduit au chômage 33% des journaliers, manœuvres et ouvriers non spécialisés. Dès que le marché devient saturé, les travailleurs sans compétence professionnelle perdent leur emploi.

Cependant, une conséquence majeure de l'industrialisation à un stade avancé est la multiplication des emplois tertiaires, c'est-à-dire non manuels, professions libérales, services, travail de bureau, commerce, transports, etc. Tout pays qui s'industrialise, nous apprennent les économistes, connaît d'abord une baisse des emplois agricoles au profit des fonctions ouvrières; une fois ces dernières stabilisées, les occupations tertiaires montent en flèche. Démographes et économistes prédisent qu'avant longtemps, les agriculteurs représenteront au plus 5 à 10% et les ouvriers 10 à 15% de la population active, et que les emplois tertiaires occuperont la majorité, soit 70 à 80%, de la population. Le développement économique de la province de Québec semble suivre cette courbe: les emplois primaires diminuent rapidement, les emplois secondaires demeurent assez stables, les emplois tertiaires se multiplient. C'est vrai de la société en général, c'est vrai à l'usine. La mécanisation et l'automatisation y exigent des cadres supérieurs plus nombreux; la programmation des opérations, l'organisation du travail, les services auxiliaires de la production (achat, vente, prévisions, etc.) requièrent de fortes équipes de spécialistes et de techniciens. En même temps, la vie sociale moderne, le confort plus répandu, l'instruction généralisée, les loisirs prolongés, la culture, les arts ont multiplié les emplois tertiaires déjà existants et en ont créé d'autres; on prétend que 25% des écoliers actuels rempliront, à l'âge d'homme, des fonctions pour le moment inconnues. On peut déjà constater que bien des gens travaillent aujourd'hui dans des domaines qui étaient totalement inconnus, ou du moins sans importance, il y a cinquante ans - automobile, cinéma, radio, aviation commerciale, télévision, électronique, etc. Le développement de ces domaines a fait naître une extrême variété d'emplois ou de postes nouveaux - mécaniciens, chauffeurs, techniciens de toutes sortes, annonceurs, réalisateurs, etc. Et dans le même espace de temps, nombre de professions ou de fonctions, comme celles de psychologues, économistes, démographes, anthropologues, sociologues, directeurs du personnel, directeurs des relations extérieures, avocats spécialisés en matière d'accidents d'automobiles, de droit aérien, de droit fiscal, chirurgiens s'occupant de chirurgie plastique ou esthétique, pour n'en nommer que quelques-uns, se sont créées de toutes pièces ou dégagées complètement d'anciennes professions.

Ce foisonnement des emplois tertiaires est lié à l'élévation du niveau de vie; ces fonctions surgissent, en effet, une fois comblées les nécessités premières: logement, vêtement, nourriture. Une population suffisamment riche éprouve des besoins plus raffinés, moins élémentaires. L'instruction est l'un de ces besoins qui se développent avec l'élévation du niveau de vie; mais elle est en même temps l'un des facteurs de cette élévation; elle serait ainsi tout à la fois cause et effet de l'accroissement des richesses. Un important colloque tenu en 1960 à Bellagio, en Italie, en arrivait à la conclusion suivante: « Le développement de l'éducation est donc en partie la conséquence de la richesse croissante de la société. La production accrue d'une économie en croissance

rend possible le développement de l'éducation en libérant les ressources nécessaires. Mais l'éducation est en même temps un facteur essentiel du développement économique. Jusqu'à présent, on a surtout considéré l'éducation comme une dépense de consommation. À l'avenir, il faudra surtout la regarder comme un investissement ... »³. C'est là un changement complet de perspective. La société technologique, de par sa nature même, exigera des sommes considérables pour fins d'enseignement; mais ce sont plutôt des investissements que des dépenses; car l'enseignement conditionnera la survie et le progrès de chaque pays.

On voit comment les progrès de la science et de la technique et l'évolution socio-économique qui en a résulté confèrent à l'éducation une importance toujours plus grande et constituent de fait le fondement de la société moderne. Il faut donc assurer à l'ensemble de la population un niveau d'instruction assez élevé, préparer des cadres pour tous les secteurs et se préoccuper surtout de donner une formation poussée à cette fraction croissante de la population destinée à servir dans le secteur tertiaire. Dans tous les domaines, le travailleur devra recevoir une formation professionnelle et technique assez large et polyvalente, qui lui permette de passer d'un emploi à l'autre suivant les changements technologiques. Il faudra prévoir enfin qu'un grand nombre d'adultes, aux différents niveaux de l'emploi, auront besoin d'une réadaptation professionnelle pour être en mesure de suivre l'évolution générale. Si ces conditions ne sont pas remplies, la vie économique risque de marquer le pas et la nation, de perdre son rang. Il faut par conséquent repenser l'enseignement selon un plan d'ensemble et réviser constamment ce plan à la lumière des changements en voie de s'opérer ainsi que de tous ceux qu'il est possible de prévoir. À cette fin, il est nécessaire de mettre en place un organisme de direction pédagogique assez puissant pour coordonner tous les efforts, assez souple pour effectuer cette coordination sans entraver la liberté d'initiative nécessaire à tout progrès et assez profondément enraciné dans tous les milieux intéressés à l'éducation pour que le système d'enseignement reste véritablement, comme il se doit, une entreprise collective.

³ *Quelques aspects économiques du développement de l'éducation en Europe*, Bureau international des universités, Paris, 1961, page 11.

III

Transformation des conditions de vie

[Retour à la table des matières](#)

Les structures scolaires du Québec dans leurs grandes lignes se sont dessinées, entre 1845 et 1875, dans un milieu principalement rural. Le Québec, en 1871, ne comptait que cinq villes de plus de 5,000 habitants : Montréal, Québec, Trois-Rivières, Lévis et Sorel. Leur population globale, 186,000 habitants, constituait 15% seulement de la population de la province. Montréal, la plus grande de ces villes, ne comptait alors que 107,000 habitants; aujourd'hui, près de 40% de la population de la province vit dans la région de Montréal. Au moins quarante villes comptent plus de 10,000 habitants. Que de déracinements, de déplacements, de migrations représente cet énorme drainage vers les villes d'une population que les campagnes ne pouvaient plus absorber. En 1871, 77% de la population de la province était rurale, et 23% urbaine; en 1961, la proportion est renversée, 75% de la population est urbaine et 25%, rurale. Loin de ralentir, ce mouvement d'urbanisation s'accélère. De 1941 à 1961, la population urbaine de la province a doublé, passant de deux à près de quatre millions. Dans le Québec, trois personnes sur quatre vivent donc aujourd'hui dans les villes.

Il y a là beaucoup plus qu'un simple fait démographique. La ville est un genre de vie, une civilisation, les Américains disent « a way of life »; elle a un rythme de vie qui lui est propre, des activités et des loisirs caractéristiques, et un mode particulier de relations humaines. Elle offre plus de liberté parce qu'elle est anonyme et impersonnelle. Elle a, par contre, développé de nouvelles formes de pression, par exemple, la publicité et le crédit. Conjuguées, ces forces sont très puissantes. La publicité éveille des désirs, des aspirations et des appétits; le crédit permet de les satisfaire immédiatement. Armes à deux tranchants, la publicité et le crédit peuvent agir comme leviers de la vie économique et hausser le niveau de vie mais aussi asservir nombre de gens et créer pour eux un esclavage aussi dur que la misère, la publicité par l'influence irrésistible qu'elle exerce, le crédit par la prison dorée qu'il finit par constituer. L'homme moderne doit donc être en mesure de dominer et de faire servir à son profit ce qui pourrait devenir l'instrument de son asservissement. Il doit

être libéré de ses impulsions élémentaires et posséder l'information nécessaire pour n'être pas le jouet de toutes les tentations. C'est dans la mesure seulement où s'élève le degré d'éducation et de culture de toute la population que la publicité peut devenir, selon la conception idéale qu'on s'en fait, un grand moyen d'information, et le crédit, un mode rationnel de financement.

D'autres pressions agissent sur l'homme moderne dont il doit connaître la nature pour en être le maître et non la victime. L'imprimé sous toutes ses formes, la radio, la télévision, le cinéma, bref tout ce qu'on est convenu d'appeler les moyens de communication pour les masses (en anglais « mass media ») exercent, dans la société moderne, une influence considérable. À la magie des mots écrits, est venue s'ajouter celle des sons et des images, dans l'urgence et le désordre de l'actualité, à toutes les heures du jour et dans tous les foyers. Chacun est enveloppé par les messages, les nouvelles et les impressions que dispensent ces techniques. Si bien que certains États les mettent entièrement au service de l'idéologie officielle. On sait, par ces exemples entre bien d'autres, combien l'information transmise par ces moyens de communication peut être tendancieuse, déformée, sinon complètement fausse. Les éducateurs se découvrent une double responsabilité devant ces instruments de transmission du mot, du son et de l'image. D'abord, apprendre à s'en servir pour le progrès de leur enseignement, ensuite montrer à leurs élèves comment dégager le message utile et les valeurs culturelles authentiques que ces techniques peuvent leur apporter, sans se laisser jamais dominer par elles.

L'enseignement est essentiellement l'art de transmettre un message avec le maximum de clarté en vue de la meilleure réception. Les techniques modernes de communication ouvrent de nouvelles possibilités à cet art et lui promettent une plus grande efficacité. Elles apportent une révolution qui se compare à celle qui a suivi l'invention de l'imprimerie au XVe siècle. La civilisation européenne s'était alors rapidement adaptée à ce nouveau mode de diffusion des idées par la parole écrite. C'est un semblable effort d'adaptation qu'exigent aujourd'hui les nouvelles techniques audio-visuelles. Elles permettent en effet une communication plus rapide que l'imprimé, plus immédiate, plus vivante, peut-être finalement plus efficace. Elles complètent la parole du maître par l'image, elles ajoutent l'illustration vivante à l'explication, elles élargissent l'assistance aux démonstrations, elles donnent vie au manuel. L'enseignant devra apprendre à utiliser des instruments aussi puissants et efficaces pour la transmission de son message; cela pourra exiger de lui un nouvel entraînement, et imposera probablement une révision de la pédagogie traditionnelle. Car il n'est pas impossible que ces nouvelles techniques portent en elles le germe d'une profonde révolution pédagogique, comme ce fut d'ailleurs le cas pour l'imprimerie. Mais on peut affirmer que celle-ci a ouvert la porte à un enseignement passif; maîtres et élèves sont trop souvent prisonniers du manuel, qui est devenu le grand enseignant. Les techniques modernes pourraient amorcer un retour aux anciennes méthodes actives à condition cependant que les maîtres acceptent d'exploiter toutes les possibilités qu'elles offrent.

Mais ces moyens de communications posent un autre problème à cause de leur puissance d'envoûtement et à cause de leur emprise sur la jeunesse; ils peuvent favoriser l'apathie intellectuelle et répandent le conformisme. On mesure mal encore la portée de cette influence qui, pour les jeunes, fait pâlir celle de l'école et même de la famille, et notre civilisation n'a pas apprivoisé tout à fait ces techniques de diffusion. Les éducateurs ne peuvent plus se contenter d'un simple réflexe de retrait ou de négation; ils devront s'initier à ces nouveaux langages, et les écoles normales devront les y préparer. Dans une province où chaque famille possède un récepteur de télévision ou de radio, il faudra, s'appuyant sur l'étude des besoins du milieu, former un personnel enseignant qui puisse aider les jeunes à tirer tout le profit personnel possible de ces techniques.

Ces considérations deviennent encore plus justifiées du fait que la civilisation industrielle paraît aboutir à une civilisation de loisir. La mécanisation et l'automatisation augmentent la productivité du travailleur et réduisent ses heures de travail. Depuis un siècle, la journée de travail s'est contractée, de douze ou même de seize heures, à environ sept heures. Vers 1830-1840, l'ouvrier de manufacture européen travaillait jusqu'à 75 heures par semaine.

Aujourd'hui, la semaine est réduite à moins de 40 heures, ou même à 30 heures dans certaines industries. On prédit qu'elle ne sera plus que d'une dizai-

ne d'heures environ à la fin du siècle dans les pays industrialisés. En même temps, la médecine et l'hygiène prolongent la vie; et les années de travail, dans la vie humaine, ont presque doublé; autrefois, l'adulte restait à son emploi de 25 à 30 ans; aujourd'hui, il y reste 45 ou 50 ans. Cependant, après s'être ainsi accrue, la durée de « vie au travail » tend maintenant à diminuer, amputée par le début et par la fin; la jeunesse poursuit ses études plus longtemps et s'embauche plus tard; et on prend sa retraite plus tôt. En 1945, 50% des hommes de 65 ans et plus n'avaient pas encore pris leur retraite au Canada; en 1958, 32% seulement tombaient dans cette catégorie. Un grand nombre de personnes de cet âge étaient donc sorties de la population productive; l'accroissement de la productivité et les fonds de retraite généralisés porteront bientôt les personnes de 60 ou même de 55 ans à en faire autant. Le loisir est un problème de toute la vie active de l'individu, mais aussi des années de sa retraite prolongée. Cette situation entraîne une triple exigence pour le système d'enseignement : préparer les jeunes non seulement au travail mais aux loisirs que leur laisse le travail; répondre au désir des adultes qui veulent soit se perfectionner dans leur profession, soit se cultiver durant ces loisirs; offrir des programmes de rééducation aux adultes qui recherchent une promotion ou un changement d'emploi. La civilisation du loisir réclame donc ce qu'on a appelé l'« éducation permanente ». Les institutions et les structures de l'enseignement, conçues jusqu'ici pour des jeunes ou des adolescents, auront à élargir et assouplir leurs cadres pour cette nouvelle clientèle, les adultes, et pour ce nouvel objectif, l'utilisation des loisirs.

IV

Évolution des idées

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement aux transformations qui s'effectuaient dans les conditions de vie, une évolution sensible s'est naturellement opérée dans les idées. Cette évolution a été précipitée, depuis trente ans en particulier, par une rapide succession d'événements majeurs: crise économique, guerre mondiale, guerre froide, expansion du communisme, division du monde en deux blocs, indépendance politique des anciennes colonies, promotion des pays afro-asiatiques, développement des armes nucléaires ou téléguidées, apparition de la télévision, exploration de l'espace, qui ont profondément bouleversé bien des conceptions traditionnelles.

Ces bouleversements ont parfois mis à rude épreuve les démocraties occidentales. Il en a coûté si cher au monde pour abattre les dictatures totalitaires que l'esprit et les structures démocratiques ont acquis aux yeux de tous plus de prix que jamais auparavant. La scission du monde en deux groupes de forces a ensuite obligé l'Occident à découvrir pour son compte les véritables exigences de la démocratie : que la majorité des citoyens s'intéresse à la chose publique et puisse y participer activement. La nécessité de démocratiser ainsi les structures s'étend à d'autres corps que ceux de l'État. Elle se fait sentir dans des institutions semi-publiques et dans certains établissements du secteur privé. Par exemple, les professeurs et même les étudiants voudraient participer à la direction et à l'administration des universités tandis que les instituteurs dési-reraient être entendus pour la préparation des programmes d'enseignement. Ainsi s'opère lentement une revalorisation de l'esprit démocratique, esprit fondé sur le respect des droits de la personne, sur la tolérance qu'exige le dialogue et sur l'intérêt que chacun doit porter au bien commun.

Même les Églises connaissent une rapide évolution qui n'est pas sans lien sociologique avec celle de la société. Dans l'Église catholique, ces changements sont remarquables; les laïcs sont appelés à relayer le clergé dans les tâches temporelles où il avait dû s'engager, à participer de plus près aux fonctions proprement religieuses et spirituelles dans la liturgie, l'apostolat et les missions. L'Action catholique a obligé de repenser le statut du laïc dans l'Église catholique; il s'ensuit une révision de la pastorale du clergé et du rôle du laïcat, aussi bien dans la vie paroissiale et liturgique que dans les oeuvres d'enseignement et de bienfaisance. On accepte davantage aujourd'hui que la confessionnalité de l'école ne tienne pas à la présence d'un personnel enseignant formé de religieux et de religieuses; et que cette présence de l'Église soit assurée dorénavant par des chrétiens agissant comme tels, et non pas nécessairement par l'Église-institution. Quant aux rapports entre les Églises chrétiennes, le mouvement oecuménique y a fait passer un souffle de fraternité et de compréhension. Le deuxième concile du Vatican permet d'espérer de nouveaux rapprochements, une plus grande communauté de pensée et une attitude de respect et de tolérance mutuels. Cette évolution revêt une particulière importance dans le Québec où catholiques et protestants sont appelés à cohabiter. Sans chercher à ignorer les différences entre l'enseignement protestant et l'enseignement catholique, on peut espérer qu'il deviendra plus facile d'établir une franche collaboration entre les deux secteurs.

Ce rapprochement des Églises est parallèle à un rapprochement des nations. Paradoxalement le monde contemporain est marqué à la fois par la division en deux blocs et par l'éclatement des frontières régionales ou nationales. L'interdépendance politique et économique des pays les a conduits à divers pactes et alliances. La Communauté économique européenne - dite Marché commun - marque une étape significative dans le commerce interna-

tional. Le Québec, happé dans le mouvement international, a vu ses jeunes militaires parcourir le monde, l'immigration favoriser, sur son propre sol, des échanges avec d'autres cultures, les bourses d'études permettre à plusieurs des contacts prolongés avec divers milieux ou provoquer la venue d'étudiants étrangers. Autant de facteurs qui ont rompu l'isolement où les Canadiens français sont souvent portés à s'enfermer dans l'Amérique du Nord anglophone. Tous ces échanges ne sont en rien préjudiciables aux valeurs nationales. Bien au contraire, ces liens avec le monde s'enracinent dans la culture nationale; et la culture nationale, en retour, y trouve son profit. Un étudiant en pays étranger enrichit à la fois la communauté qui l'accueille et celle où il retournera. D'ailleurs, l'enseignement moderne requiert ces échanges; les enseignants ont à se tenir désormais en relation avec tous les grands foyers de pensée et de recherche par des voyages, des congrès, des publications; les sciences modernes si complexes ne se développent pas dans des frontières closes. Et de même que l'école secondaire ne peut plus être seulement paroissiale, l'université a cessé d'être locale ou régionale.

Les attitudes se sont modifiées aussi à l'égard du rôle de la femme, dont les fonctions économiques, politiques et sociales sont beaucoup plus étendues. Presque toutes les jeunes filles travaillent avant leur mariage; et cela dans toutes les classes sociales. Bien des jeunes femmes continuent de travailler après leur mariage, du moins pour un certain temps; plusieurs retournent à un emploi après quelques années de mariage, lorsque les enfants sont à l'école. Plus du quart de la main-d'œuvre, dans la province, est constitué de femmes, dont un bon nombre sont mariées, et cette proportion augmente. Des femmes accèdent à des situations importantes en politique, dans les entreprises commerciales et industrielles, dans le fonctionnarisme. Multiplication des sections classiques pour les filles à l'école publique et des collèges classiques féminins; augmentation de la population féminine dans les facultés -droit, médecine, art dentaire, pharmacie, architecture, génie, commerce, - et dans les carrières scientifiques, l'enseignement, le service social. Ce mouvement est irréversible. La gratuité scolaire élargira le recrutement des étudiantes, qui jusqu'ici venaient en général de familles à l'aise. L'éducation de la jeune fille devra dorénavant être envisagée en fonction des besoins de la société de l'avenir. Il faut prévoir que le Québec, comme bien d'autres pays, accordera à la femme un statut en tout égal à celui de l'homme.

L'accession de la femme à ces divers rôles n'est qu'un aspect de l'apparition d'élites nouvelles, dont les porte-parole participent à l'orientation de la société démocratique moderne. Autrefois, les sociétés plus simples voyaient leurs objectifs définis par des élites, aristocratie bourgeoisie professionnelle, clergé; l'analphabétisme de la masse favorisait cet écart entre le peuple et le pouvoir. L'instruction plus répandue, la complexité sociale, la démocratisation ont accéléré la montée d'une élite ouvrière, d'une élite rurale, d'une élite étudiante, d'une élite laïque chez les catholiques, etc.; des leaders contribuent

à faire cristalliser les opinions de ces groupes, dont plusieurs se transforment en « groupes de pression », dorénavant parties intégrantes des démocraties occidentales. Les structures scolaires auront à tenir compte de ces élites, qui ont parfois contribué à réveiller l'esprit critique devant les faiblesses ou les déficiences de l'enseignement.

À l'égard de l'État, les attentes et les réclamations se sont faites plus pressantes. L'État-providence a succédé à l'État-gendarme du siècle dernier. On lui fait porter des responsabilités qui relevaient jusqu'ici de l'initiative privée : on se rend compte qu'il a seul les pouvoirs nécessaires pour appliquer des solutions d'ensemble. Il est seul en mesure de répondre aux exigences de justice sociale et de justice distributive auxquelles la conscience moderne est devenue sensible. Sans doute doit-on prévenir les abus possibles, la trop grande dépendance des individus, les excès d'autorité. Mais la concurrence avec les pays communistes au plan politique, au plan scientifique et au plan économique, entraînera de dures exigences d'efficacité dans tous les secteurs; une action d'ensemble s'imposera, où l'État sera appelé à jouer un rôle prépondérant.

V

Société moderne et enseignement

[Retour à la table des matières](#)

Nous venons d'évoquer le contexte et le cadre dans lesquels il faudra repenser le système d'enseignement. Déjà la philosophie et la pratique de l'enseignement se sont transformées depuis un siècle, avec la mise sur pied des systèmes scolaires publics. Aujourd'hui, la révolution scolaire, à la fois conséquence et ressort de l'évolution sociale, se reflète dans les attitudes de la population, la politique des gouvernements et le contenu des programmes d'études.

Le droit de chacun à l'instruction, idée moderne, réclame que l'on dispense l'enseignement à tous les enfants sans distinction de classe, de race, de croyance; et cela de l'école primaire jusqu'à l'université. L'éducation n'est plus, comme autrefois, le privilège d'une élite. La gratuité scolaire s'impose pour généraliser l'enseignement; d'autre part, les nécessités scolaires modernes (laboratoires, bibliothèques, formation du personnel, recherches, etc.) ont fait

monter en flèche le coût de l'enseignement. La population en accepte mieux les conséquences et ne retournerait pas à la « guerre des éteignoirs »; mais il faut convaincre chacun que les dépenses d'éducation sont un investissement économique et social.

L'État, qui avait toujours laissé à l'initiative privée, surtout aux Églises, le soin de l'éducation, est devenu le principal agent d'organisation, de coordination et de financement de l'enseignement. Certains gouvernements ont utilisé ce pouvoir pour endoctriner la jeunesse; c'est précisément contre cet abus que le pape Pie XI éleva la voix, en 1929, dans l'encyclique *Divini Illius Magistri*. Les pays démocratiques cherchent à éviter que l'État, s'il organise et subventionne l'enseignement, ne s'en serve pour asservir les esprits et les volontés; l'action de l'État apparaît plutôt comme un gage de liberté et une garantie de l'autonomie de la personne. Cette fonction est importante dans une société pluraliste. L'État est souvent appelé à assurer l'exercice et le respect des droits de la personne ou des groupes. Les parents peuvent réclamer le droit de donner à leurs enfants une éducation selon leurs convictions religieuses et les Églises celui d'assurer l'enseignement religieux à leurs fidèles; les uns et les autres doivent aussi reconnaître à autrui la contrepartie de ces droits. Les institutions privées peuvent offrir des services spéciaux, tenter des expériences, pourvu qu'elles répondent d'abord à certaines normes communes. C'est la responsabilité de l'État démocratique de permettre la diversité en évitant le chaos, de respecter tous les droits en évitant les abus, de garantir des libertés à l'intérieur du bien commun.

Le contenu même de l'enseignement peut devenir un atout dans la politique internationale. Ce qui fait aujourd'hui la puissance d'un pays, c'est bien plus son équipement technique que ses armées. Et le prestige des hommes d'État et des nations suit dorénavant dans une large mesure le cours des succès et des échecs scientifiques. La priorité accordée aux sciences exactes par l'URSS crée un mouvement d'émulation scolaire. D'autre part, les pays sous-développés, très conscients de l'importance de l'éducation comme condition de leur développement, font appel aux capitaux et aux spécialistes des pays industrialisés pour organiser leur système d'éducation; ces éducateurs ont dû réviser, sous la poussée de ce nouveau ferment de réflexion, leurs structures scolaires, leurs échelles de valeurs, leurs méthodes pédagogiques, et ont appris à les subordonner aux besoins de compréhension humaine et de respect mutuel.

Cette révolution de l'éducation explique les changements radicaux des vingt dernières années dans la plupart des pays occidentaux. En Grande-Bretagne, par exemple, une loi de 1944 a transformé le département de l'Éducation en ministère de l'Éducation, et a fait du nouveau ministre un membre du cabinet; réforme rendue nécessaire par la décision de dispenser à tous les enfants l'enseignement secondaire, par celle d'instruire à temps partiel les

travailleurs et les adultes, par les mesures visant à élever le niveau de l'enseignement technique, par l'aide financière plus considérable accordée aux étudiants universitaires, et par le désir de donner une nouvelle orientation à la commission des subventions aux universités (University Grants' Commission). En France, en 1945, la Commission Langevin-Wallon proposa de profondes réformes administratives et pédagogiques, un enseignement secondaire diversifié à partir d'un tronc commun; on a récemment restructuré le ministère de l'Éducation nationale selon les services plutôt que selon les niveaux d'études, mis en application le cycle d'observation et réorganisé les classes du second degré selon les suggestions de la commission Langevin-Wallon; enfin les lois récentes permettent l'intégration d'une partie de l'enseignement libre au système public. En Belgique où, depuis un siècle, école publique et école confessionnelle sont tour à tour favorisées suivant le parti au pouvoir, on a dépassé récemment ce conflit, et les trois partis (parti social chrétien, parti socialiste et parti libéral) ont signé le « pacte scolaire », sorte de compromis sur le problème de la confessionnalité, mais qui trace en même temps un vaste plan d'expansion scolaire. Aux États-Unis, études et enquêtes publiques et privées ont amené une révision de la politique scolaire et l'on songe à réformer le bureau de l'Éducation (United States Bureau of Education) qui joue, depuis 1865, un certain rôle de coordination, malgré l'autonomie des États; cette coordination se réalise maintenant par l'intermédiaire de programmes nationaux de recherches effectuées principalement dans les universités.

Au Canada, huit des dix provinces ont eu, depuis 1945, des commissions d'enquête sur l'enseignement, dont les mandats portaient soit sur un problème spécifique, comme celui des finances en Nouvelle-Écosse, ou celui des universités au Nouveau-Brunswick, soit sur les aspects purement pédagogiques, comme en Colombie britannique; soit, comme notre Commission, sur tous les aspects de l'enseignement. Toutes ces commissions gouvernementales témoignent de l'importance grandissante du problème de l'éducation pour les populations et pour les gouvernements, et de la prise de conscience des réformes à opérer.

Ce texte est extrait du Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Québec, Imprimeur de la Reine, 1963, volume I, chapitre IV. (pp.

Fin du texte